

DÉPARTEMENT DU GARD
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE JUNAS

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 2024

Nombre de membres :

- En exercice : 15
- Présents : 9
- Votants : 9 + 2 procurations

Envoyé en préfecture le 03/12/2024

Reçu en préfecture le 03/12/2024

Publié le 05/12/2024

ID : 030-213001365-20241129-CM2024112909-DE

Date de la convocation : 25 novembre 2024

Objet de la Délibération

**N°CM2024-11-29-09 - RAPPORT D'ACTIVITÉ TERRITOIRE
D'ENERGIE GARD – SMEG 2023**

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-neuf novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ces séances au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de **Mme PELLET Marie-José, Maire**.

Présents : M. Éric NÈGRE, Mme Marie-José PELLET, M. Yannick REDON, M. Élian TERME, M. Jean-Luc VAUCLARE, Mme Marie-Josée VEYRET, M. Christian BOURREL, M. Francis FOLLANA, M. Guy ANDRÉ

Absents : Mme Marie ROUX, Mme Morgane CAM, Mme Claire CHAZEL, Mme Valérie FROMENT

Excusés ayant donné procurations : M. Guillaume ROUSSEL à M. Éric NÈGRE, Mme Véronique LESAGE à M. Jean-Luc VAUCLARE

Secrétaire de séance : Mme VEYRET Marie-Josée

Madame le Maire rappelle que, le code général des collectivités territoriales impose par son article L3131-5 la réalisation d'un rapport annuel de délégation sur les comptes et la qualité des ouvrages ou des services. Ce rapport doit retracer la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation du service public et doit présenter une analyse de la qualité de service.

Madame le Maire présente le rapport du délégataire Territoire d'Énergie Gard - SMEG pour le service de l'énergie 2023.

Après délibération, les membres du Conseil Municipal, **à l'Unanimité**, prennent acte du rapport annuel du délégataire 2023 pour l'énergie.

Signé par : Marie-José PELLET
Date : 03/12/2024
Qualité : Maire

Fait à Junas
Le 29 novembre 2024

**Le secrétaire de séance,
Marie-Josée VEYRET**



**Le Maire,
Marie-José PELLET**

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

Envoyé en préfecture le 03/12/2024
Reçu en préfecture le 03/12/2024
Publié le 05/12/2024
ID : 030-213001365-20241129-CM2024112909-DE